

Nogent, ses galères et ses becquerels.

Cette fois, nous demandons l'arrêt et l'inspection totale de la tranche 1.

L'arrêt normal du premier réacteur de Nogent-sur-Seine pour maintenance et changement d'un tiers du combustible, débuté le 22 avril 89, devait permettre un raccordement sur le réseau vers la fin juillet. C'était sans compter sur les fuites des GV * et les piquages ** du pressuriseur ***. (voir * et schémas page suivante).

Les becquerels trouvés dans la Seine par Stop-Nogent ont incité les services de sûreté à pratiquer une surveillance accrue.

Des boues se sont déposées côté secondaire des GV, puis en durcissant, ont déformé certains tubes en "U" au raccordement sur la plaque (110 au total), provoquant une fuite d'eau primaire radioactive vers le secondaire (voir article "générique" pages suivantes) Sur le pressuriseur, l'on devait déceler deux piquages fissurés. une expertise rapide sur les 14 autres réacteurs de la série pratiquée par sondage pendant l'été, devait révéler que 3 d'entre eux présentaient les mêmes défauts sur les piquages du pressuriseur, et 4 autres les mêmes défauts de G.V.

La qualité de la haute technologie française manque donc de fiabilité, à tel point que les services du ministère de l'intérieur (DST) auraient ouvert une enquête, à en croire certaines rumeurs.

Pourtant, si ce problème qui affecte gravement la sécurité et la production d'électricité est nouveau, il n'en était pas moins connu des techniciens d'EDF.

Le parc des 34 réacteurs PWR 900 Mw souffrait d'un vieillissement prématuré d'éléments en aciers inoxydables austéniques ou biphasés, (dont les tubes en "U" des générateurs de vapeur) le constructeur Framatome et l'électricien national décidèrent d'y substituer l'INCONEL 600 (alliage de 74 % de nickel, 16 % de chrome et 8 % de fer).

Dans le numéro de janvier 1985 "d'EPURE", publication de la direction d'études et recherches d'EDF, les inaptitudes de cet alliage y sont parfaitement décrites, en particulier les problèmes de corrosion sous tension (contraintes mécaniques). **Dès 1959, un ingénieur du CEA, H. CORIOU, avait mis en évidence les risques de fissuration et de corrosion de l'INCONEL 600** sous contrainte mécanique à haute température, même en eau pure. C'est précisément le cas des bases de tubes en "U" des GV, où il sont durcis (élargis mécaniquement pour parfaire l'étanchéité avec la plaque, donc contraindre - voir figure page suivante).

Certes, EDF réduit le problème en détensionnant le métal par traitement thermique, micromartelage et microbillage (voir figure), **mais le résultat est là : moins de deux ans après la mise en service des réacteurs, ça fuit, et c'est pire que sur les 900 Mw !!!! **** Le problème est tel qu'EDF recense toutes les pièces en INCONEL sur le circuit primaire, et s'attend à de nombreuses déficiences dans un proche avenir.**

La question est de savoir pourquoi Framatome et EDF, qui avaient connaissance de ce problème, ont-ils investi quelques 200 Milliards de francs dans un parc de réacteurs PWR 1300 Mw qui doit assurer la production du quart de l'électricité nationale.

Il en coûte aujourd'hui 2 millions de francs par jour et par réacteur en énergie de remplacement, en sus des frais de maintenance. **Il en coûte un risque de pénurie d'électricité** associé aux pertes de production météorologiques dues à une faible hydroélectricité et au manque d'eau pour assurer le refroidissement des centrales thermiques, alors qu'EDF était en situation de large surcapacité. Précisons à cette occasion qu'un arrêté du ministre de l'industrie, en date

du 20 décembre dernier, enjoint à EDF de rendre prioritaire l'électricité exportée, au même titre que les hôpitaux et donc au détriment du modeste usager (en 88, EDF a exporté 13 % de sa production à un prix moyen de 14,8 cts / Kwh, alors que le coût moyen de production-transport était de 25,3 cts : Kwh). Service public ?

Vu la défaillance possible des pièces en INCONEL et des risques technologiques accrus en fonctionnement normal, il en coûte surtout à notre sécurité, et cela est inadmissible.

Et ce n'est pas tout. **L'activation du nickel contenu dans l'INCONEL produit du Cobalt 58 et augmente les rejets radioactifs liquides hors tritium dans la Seine dans un rapport de 900 %** selon les éléments en notre possession.

Ainsi, la teneur en 58 Co dans les fontinales à l'aval du site de Nogent/s est-elle passée de zéro becquerels en 1987 à 500 Bq/Kg sec à l'automne 88, 2500 en mars, 4100 en juin pour redescendre à 700 cet automne.

Le dernier prélèvement effectué par Stop-Nogent le 19 décembre et analysé par la CRIL-Rad a révélé une nouvelle contamination à 3700 Bq / Kg sec

Et la série continue ! Fin octobre c'est une nouvelle fuite, sur le réacteur n° 2 cette fois. Un fil de fer de 3 mètres de long "égaré" là lors de la construction, a détérioré une dizaine de tubes dans un GV - 4 semaines d'arrêt et une nouvelle augmentation de la pollution de la Seine. (Chaque arrêt de ce type nécessite de vidanger l'eau contaminée du primaire qui est ensuite rejetée en rivière)

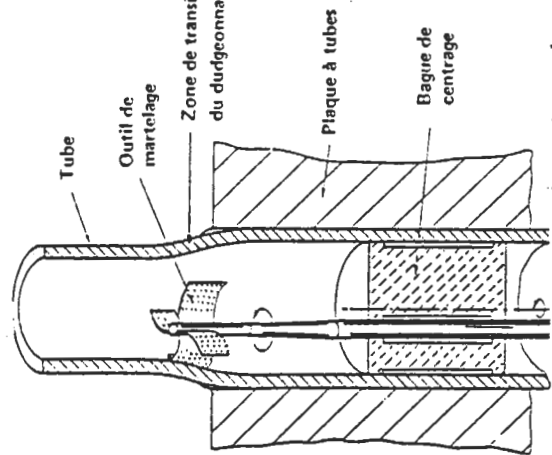
Le 2 janvier, **après 8 mois d'arrêt** dont 5 hors prévisions, **le réacteur n° 1 diverge enfin** pour un raccordement au réseau prévu le 10. **La nuit du 8 au 9, un court-circuit éclate sur l'alternateur, provoquant ainsi l'arrêt d'urgence**, et trois semaines de

* Générateurs de vapeur : organe de 22 mètres de haut et de 3,5 à 5 m de diamètre, d'un poids de 528 tonnes (4 par réacteur 1300 Mw) et qui chauffe l'eau du secondaire pour obtenir 2 T de vapeur d'eau par seconde à 71 bar et 290° C qui actionne les turbines de l'usine électrique. C'est l'eau du primaire à 328° C et 155 bar qui, avec un débit de 6,2 m³/s par G.V. cède sa chaleur au secondaire par le biais de 5342 tubes en "U" de 19 mm de diamètre et 1 mm d'épaisseur.

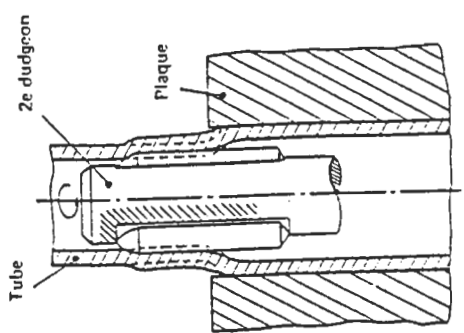
** piquage : raccordement d'une canalisation de faible diamètre, au nombre de 11 sur un pressuriseur.

*** Pressuriseur : maintien l'eau du réacteur à 155 bar (hauteur 13,5 m, diamètre 2,5 m, poids 142 tonnes) l'eau est chauffée par 99 résistances électriques qui consomment au total 2,4 Mw.

**** Sur les PWR 900 Mw, soit 34 réacteurs, il faut changer les G.V. après 10 ans de service, soit 350 millions de francs par réacteur et de nombreux mois d'indisponibilité.



2a) L'opération de dudgeonnage



2b) Le Dudgeonnage Amélioré Mécaniquement

Assemblage des tubes de générateurs de vapeur dans la plaque à tubes : l'opération de dudgeonnage.

Réduction par le micromartelage de la bille de verre des contraintes de tension en surface interne des tubes de générateurs de vapeur, dans la zone de transition de dudgeonnage.

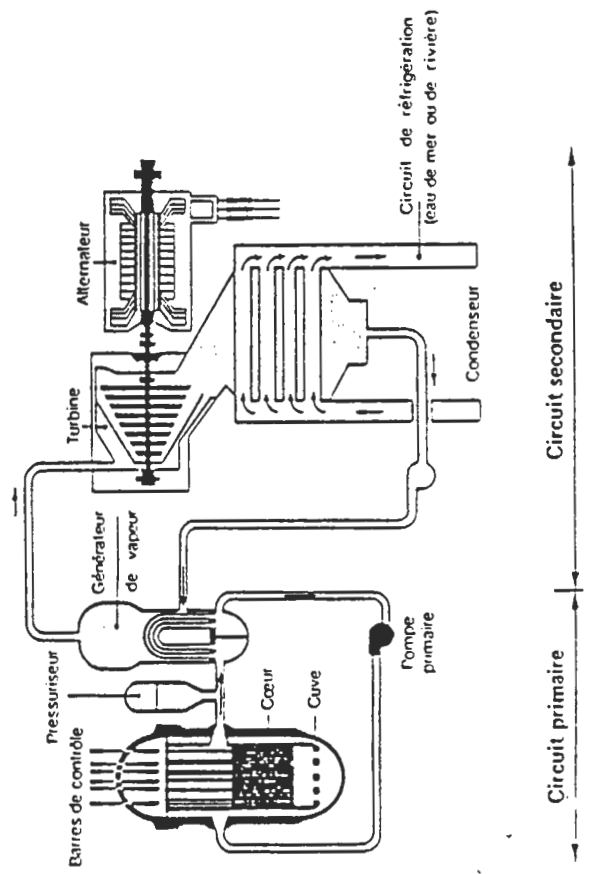
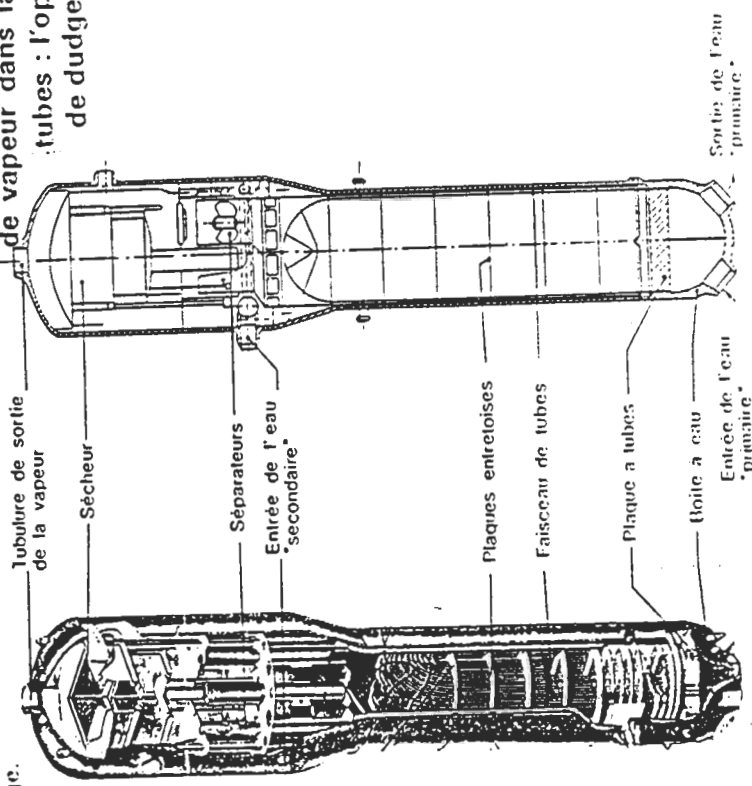


Schéma de principe général d'une centrale à eau pressurisée et vuq de détail d'un générateur de vapeur type Westinghouse.

réparation.. Le 12 janvier, une nouvelle fuite est décelée sur ce même réacteur au niveau des tubes en "U" d'un G.V. susceptible de provoquer un arrêt de plusieurs mois et une nouvelle augmentation de la radioactivité de la Seine.

Et puis voilà que le bruit court qu'un nouvel affaissement du réacteur dans le sol de mauvaise qualité mécanique se serait produit, entraînant une nouvelle contrainte pour les tuyauteries reliant le secondaire des G.V. aux turbines de l'usine électrique. Ce défaut existait déjà en 87 et avait été stoppé. En 88 les soudures de ces tuyauteries avaient dû être reprises trois fois. Si une de ces tuyauteries venait à se rompre sous la contrainte de la déformation, c'est la catastrophe!!!! (scénario décrit par Yves Lenoir et Hélène Crié dans le roman "Tchemobyl sur Seine"). Certes, ce n'est pour l'instant qu'une rumeur. Mais Pierre-Franck Chevet, le nouveau responsable de la 5ème sous direction des services de sûreté (PWR 1300 Mw et Superphénix), ne dément pas que le réacteur puisse s'enfoncer à nouveau, mais dans des proportions "normales"!!

Si la situation énergétique et financière d'EDF risque de prendre une orientation catastrophique (chauffage électrique aidant), il ne faut pas que cela se solde par un risque accru pour la sécurité et la santé de la population.

Aussi, l'arrêt définitif du site de Nogent/s situé à 80 Km à vol d'oiseau de Paris, devient-t-il souhaitable par d'autres catégories de citoyens que le petit noyau dur antinucléaire. L'inspection complète avant toute nouvelle divergence du réacteur n° 1 devient un impératif minimum qu' EDF et le gouvernement se doivent de satisfaire, avec une réelle transparence à tous les niveaux.

Claude .

Nos meilleurs voeux antinucléaires pour cette nouvelle année, et nos excuses les plus plates pour le retard de parution de ce numéro.

UN PROBLEME DE CONCEPTION.

En 1988, le public pouvait enfin savoir que les générateurs de vapeur des réacteurs de 900 Mégawatt souffraient d'une "maladie" largement répandue: la fissuration des tubes en U, beaucoup plus rapide que ce qui avait été prévu à l'origine.

Ce défaut pèse lourdement soit sur la sécurité, soit sur le coût réel de la machine. Si on laisse les fissures se développer, le circuit secondaire est contaminé. Et des incidents banaux et fréquents (ouverture de soupape, fuite de vapeur au niveau de la turbine...) prennent un aspect inquiétant; car ils entraînent des relâchements de radioactivité là où, d'après la doctrine EDF des barrières multiples, il ne devrait pas y en avoir, et où, en conséquence, le personnel n'est guère protégé. Pire, ne risque-t-on pas des ruptures brutales et simultanées de plusieurs tubes, ce qui peut conduire à un accident réellement grave ?

Si la direction de la centrale décide une intervention rapide pour boucher les tubes défectueux, l'arrêt de production qui en résulte coûte cher (quelques millions de francs par jour). Et le remplacement global des générateurs de vapeur est une opération extrêmement coûteuse (au moins 330 millions de francs pour un réacteur de 900 Mégawatt d'après le journal "Le Monde" du 6 juillet 1988).

Il est clair maintenant que ce problème affecte également les réacteurs de 1300 Mégawatt: Nogent, Paluel, Cattenom, Flamanville..., et de façon aggravée, semble-t-il, car il se manifeste sur des centrales très jeunes.

S'agit-il d'un défaut générique, c'est-à-dire affectant de la même façon tous les matériels d'un même type ? On pourra ergoter sur le terme pris dans son sens le plus strict.

Accident grave évité de peu à la centrale de Marcoule:

En septembre dernier le surgénérateur PHENIX de Marcoule (Gard) a été le cadre d'un incident technique qui aurait pu aboutir à une catastrophe majeure. Une bulle d'argon (gaz qui isole le sodium d'avec le couvercle du réacteur) est passée dans la partie périphérique du coeur du surgénérateur. Le physicien Richard Donderer explique: "Une telle bulle provoque à la périphérie du coeur un ralentissement de la réaction en chaîne, mais l'effet s'inverse (emballement du coeur) lors de son passage au centre du coeur. Pour Kalkar (surgénérateur allemand), nous avons calculé

Apparemment, la cause première des incidents est différente à Nogent 2 et Nogent 1. En réalité (comme pour le cancer), des causes diverses peuvent déclencher le même mécanisme. Sous-jacente à ces fissurations rapides, il y a une caractéristique de l'alliage utilisé, l'Inconel 600 : il est sensible à ce que les métallurgistes appellent la corrosion sous tension. Le matériau, ordinairement, résiste bien au milieu agressif dans lequel il baigne. Mais si pour une raison ou une autre (et l'expérience montre qu'il peut y en avoir de nombreuses) le dispositif subit localement une contrainte anormalement élevée, la corrosion s'accélère et aboutit à une fissuration rapide.

Bien qu'EDF confrontée à ce problème depuis de nombreuses années ne se soit guère vantée de ces déboires, et que l'information dans ce domaine soit soigneusement contrôlée, on peut supputer que diverses techniques (modifications de composition ? traitements thermiques ? traitements de surface ?) ont été mises en oeuvre pour y remédier. Les incidents de l'année 1989 montrent à l'évidence que la solution n'est guère en vue.

EDF, dans une situation financière globalement inconfortable, fera-t-elle toujours, même sur les sites nucléaires où n'existent pas, comme à Nogent, des actions indépendantes de surveillance), le choix de la prudence ?

Les autorités politiques comprendront-elles enfin que le programme électronucléaire français ne cesse de s'embourber et qu'elles ne pourront plus blâmer très longtemps avec leurs responsabilités ?

Henri.

que le coeur exploserait en une fraction de seconde (explosion nucléaire prompt)";

Par chance, à trois reprises en août et septembre, la bulle d'argon est passée vers l'extérieur du coeur, effondrant la réactivité et éteignant le réacteur. Les techniciens qui n'ont pas considéré l'incident à sa gravité réelle ont donc redivergé le réacteur à trois reprises, sans autre précaution, et sans en informer les services de sûreté.

"On se serait senti très mal" a déclaré le porte-parole du Service central de sûreté et d'installation nucléaire.

Ouf!! Nous avons eu chaud!!.

ASSEMBLEE GENERALE

du

COMITE STOP-NOGENT/S

Au cours de cette Assemblée Générale qui s'est tenue à l'AEPP le 2 décembre 1989, à laquelle il convient de souligner que trop peu d'adhérents ont assisté (une quinzaine de personnes), nous avons discuté des activités du Comité Stop Nogent au cours de l'année 1989. Ainsi avons nous pu constater le respect des engagements pris lors de notre dernière assemblée générale du 26 novembre 1988.

En particulier, nous avons effectué plusieurs prélèvements de fontinales (mousses aquatiques) en aval et amont de la centrale de Nogent-sur-Seine, afin de déterminer le taux actuel de pollution radioactive dans la Seine. Ces fontinales nous ont permis de démontrer la présence de radioactivité en cobalt 58 (4100 bec/kilo sec). Le cobalt 58 est un métal dérivé d'une transformation par activation du nickel dans les alliages en Inconel 600 des générateurs de vapeur et du réacteur; ce qui tendrait à prouver une oxydation prématurée.

Cette découverte nous a enfin ouvert la porte des médias: Télévisions régionales et nationales (FR3 Champagne-Ardenne, TF1, A2, M6, la 5) nous ont donné la parole et nous ont permis de répondre point par point aux contre vérités propagées par le directeur de la centrale de Nogent et par certaines institutions officielles.

Parallèlement, nous avons mené des activités militantes plus classiques: Informations sous formes diverses en directions de l'opinion publique, formation des militants dans le domaine des techniques et de la sûreté nucléaire avec l'aide de la CRII-Rad et du GSIEN, des énergies renouvelables avec l'appui de l'ADERIF, débat le 20/06/89 à l'AGECA sur "L'échec des surgénérateurs" (de D. Finon), fête du livre à Palaiseau en

décembre et 1989, émissions sur les radios libres et articles publiés dans la presse alternative, participation à la CLI (commission locale d'information).

Nous sommes ainsi mieux armés pour dénoncer aujourd'hui les experts officiels.

Notre association continue à travailler sur le dossier de la pollution de l'eau de Seine; A ce sujet, le 26/09/89, nous avons participé à une émission de FR3 Régionale, apportant la contradiction au directeur de la centrale de Nogent, ainsi qu'aux responsables d'organismes tels que SAGEP, CEG, CRE-CEP).

Lors de cette AG, nous avons discuté de la nécessité d'une diversification de nos actions afin de préserver la richesse et la spontanéité du comité. Le contrôle de la radioactivité sur le site s'est révélé extrêmement payant, par la justesse du diagnostic sur "l'état de santé" de la centrale (défauts importants de fissures sur les tubes en U des générateurs de vapeur ainsi que sur les piquages du pressuriseur, qui se révèlent être des défauts génériques de la génération toute récente des 1300 M/W), par l'accueil favorable de la presse à nos articles (Que-Choisir?, Combat-Nature, Silence, etc...), par des demandes d'interventions pour des prélèvements d'échantillons émanant de différents sites afin de les faire analyser (Belleville, Evry, etc...). Cependant, certains membres du comité éprouvent des réticences à s'investir dans une discipline, qu'ils jugent un peu trop "scientifique" et réservée à des "spécialistes", et derrière laquelle se profilent certains débats (experts/contre-experts, expertise/"co-gestion") de nature à remettre en cause l'indépendance du comité face aux institutions (EDF, municipalités, conseils généraux, organismes officiels divers, etc...). Le Comité Stop-

Nogent/s est un mouvement anti-nucléaire, et le contrôle de la radio-activité n'a pour finalité que de démontrer le danger représenté par la centrale de Nogent/s, et d'en obtenir la fermeture.

Il n'en reste pas moins que, pour inciter les adhérents à s'investir dans les activités du comité, il nous est apparu essentiel d'élargir notre champ d'action et de proposer d'autres formes concrètes de travail:

_ Envoi d'un questionnaire aux adhérents sur la mise en place possible d'un certain nombre de formations techniques (quels contenus?, quelles modalités?, etc...), par exemple, formation sur la pollution chimique de l'eau, les faibles doses, etc...

_ Fabrication et organisation d'une exposition itinérante en direction du public (marchés, foires, etc...) sur le nucléaire, le contrôle de la radioactivité, la centrale de Nogent/Seine.

_ Coopération plus étroite avec d'autres sites (Golfech, Belleville), et associations (Acirad, Criirad, Acro, Provins-écologie, etc...)

_ Actions contre la propagande d'EDF dans les écoles.

_ Préparation d'un débat public sur effet de serre et nucléaire.

_ Renforcement des groupes de travail existants.

L'ensemble de ces activités sera suivi par des groupes de travail qui devront informer le comité du résultat de leurs réflexions.

Il y a du pain sur la planche, rejoignez-nous...!!

Gilles.

De bons tuyaux pour canaliser l'énergie vers vos élèves:

C'est la propagande que fait EDF dans les écoles (avec la bénédiction du rectorat), en plus des stylos, badges et calendriers, cette "néfaste" institution procure gratuitement aux établissements scolaires des manuels illustrés, des fiches techniques et des affiches, ayant pour thèmes, je vous le donne dans le mille : L'atome, 37 questions, 37 réponses - L'énergie nucléaire et radioactivité - au pays du nucléaire - le surgénérateur - le programme électronucléaire français - le cycle du combustible nucléaire-économie du nucléaire - centrales nucléaires et environnement - Tcherno-byli: l'accident - etc, etc...

Il faut bien leur laver le cerveau à nos chères petites têtes blondes!! A quand la petite bombinette en dix leçons???

AISNE: ça bouge

Les 17 et 18 novembre, sur le site de Sissonne-Moncornet a eu lieu une manifestation importante pour exprimer l'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs dans l'argile. Cette manifestation s'est déroulée en deux temps:

Le vendredi soir, une réunion d'information était organisée pour les élus. Sur les 300 personnes présentes, on pouvait compter plus de 200 élus dont deux conseillers généraux et un conseiller régional.

Le samedi une manifestation populaire a réuni plus de 600 personnes sur le

site de forage (les travaux sont terminés). Cette manifestation s'est terminée devant les bureaux de l'ANDRA par le dépôt de 200 fûts "radioactifs". L'opposition jusqu'alors assez faible dans l'Aisne semble aujourd'hui se renforcer: 60 municipalités ont pris position contre l'ANDRA, les députés du département, les présidents des conseils généraux et régionaux.

Chaque opposition régionale doit être FORTE CHEZ-ELLE, SOLIDAIRE des autres, lutter et allier ses forces pour faire déboucher le débat au niveau national.

Extraits du bulletin de CORE. (Cumbrians Opposed to a Radioactive Environment)

1. LA MISE à JOUR DU RAPPORT BLACK :

Qu'est-ce que le rapport BLACK ?

En Novembre 1983, le gouvernement anglais commandait une étude sur les cas de leucémie et de cancer touchant la population des moins de 25 ans du village de Seascale et des environs (Millom Rural District). Ce rapport a été publié en juillet 1984, présidé par Sir Douglas Black et concernait tous les cas observés avant le 1er juin 1984.

Le rapport BLACK approuvait les chiffres avancés par une émission de télévision (cette émission avait pour but de prouver que le nombre élevé de cancers dans la région de Seascale était dû aux décharges radioactives de l'usine de retraitement de combustibles nucléaires de Sellafield, ex Windscale, située à deux kilomètres au nord de Seascale). Ces chiffres montraient que la fréquence de cas leucémie d'enfants à Seascale s'élève à dix fois la moyenne nationale. Malgré le constat que l'irradiation est le seul facteur environnemental prouvé en ce lieu qui puisse causer des leucémies d'enfants selon les connaissances actuelles, les rapporteurs ont seulement constaté qu'ils ne pouvaient pas prouver une relation statistique entre les maladies et les doses de radioactivité lâchées par l'usine - celles-ci étant trop faibles pour provoquer un aussi grand nombre de cas.

La recherche de CORE

Etant bien implanté localement autour de Seascale et Sellafield, CORE a été contacté par des citoyens voulant apporter un complément par rapport aux expertises officielles. Ils ont transmis des informations importantes supplémentaires concernant des cas de cancers et de leucémies jusqu'alors inconnus.

C'est pourquoi une recherche supplémentaire de la part de CORE a été menée de 1985 à 1988. N'ayant pas le droit d'accès aux données officielles (registres de décès, données des hôpitaux, ...), le travail a

été effectué sur les cimetières et crématoires de la région, où l'on a recherché les personnes décédés à un âge jeune. Ensuite, le certificat de décès correspondant était demandé au Registre National de Londres pour vérifier la cause de la mort. A cause de la technique employée, il peut bien y avoir d'autres cas qui n'ont pas été détectés. Cependant, cette recherche est, à ce point, considérée comme aussi complète que possible dans de telles conditions. Elle a abouti à dix cas supplémentaires dont on a pu confirmer la cause de décès ainsi qu'un cas qui se trouve actuellement sous investigation. En outre, CORE a trouvé six cas de maladie après l'achèvement du rapport BLACK.

Conclusion

Ne disposant pas d'un corps de scientifiques formés, CORE a envoyé ses résultats aux membres la commission BLACK et à COMARE, un comité qui a réalisé une étude semblable autour du centre de retraitement de Dounreay (Ecosse).

Le rapport BLACK a fait apparaître 32 cas de leucémies, de cancers, et de lymphomes. Dix cas supplémentaires ont été découverts par rapport aux analyses officielles, ce qui augmente le taux de maladies de 31%. Une revue complète et une mise à jour du rapport BLACK est alors fort envisageable.

Remarque:

Nous pourrions nous poser la question de savoir pourquoi en France une telle étude de l'impact sur la santé de la population autour du centre de retraitement de matières radioactives de la Hague a été abandonnée (l'Etat refusait le financement en 81), si la COGEMA, exploitante du centre, est si certaine que la Hague ne pose aucun problème et est beaucoup plus sûre que Sellafield-Windscale ?

2. DESTINATION CUMBRIA

A la fin du mois de juillet dernier, les gouvernements anglais et allemands se sont mis d'accord sur l'envoi de combustibles à

retraiter à l'usine de retraitement de Sellafield dans la région de Cumbria.

Le BNPL (exploitant de Sellafield) a maintenant approché le marché des compagnies nucléaires allemandes leur offrant le retraitement du combustible à bas prix. Il serait prêt à retraiter 4000 tonnes de combustibles dans l'installation THORP devant être mise en service en 1992. *(Ceci est d'autant plus inquiétant pour la COGEMA au centre de la Hague que le contrat entre celle-ci et VEBA (exploitant nucléaire allemand) n'était pas encore signé le 6 décembre dernier - il y a de la concurrence dans l'air)*

THORP a déjà été prévue pour 800 tonnes de combustibles allemand. Ce contrat va en outre dépasser l'enveloppe des Japonais, client jusqu'alors le plus important. Par conséquent, THORP va presque exclusivement retraiter du combustible en provenance de RFA, du Japon, de la Suède, de la Suisse, des Pays-Bas, et de la Belgique. Pendant sa période de fonctionnement, 9000 tonnes de combustibles étrangers doivent ainsi être retraités, ce qui fait 80% de la capacité totale, alors que lors de l'enquête d'utilité publique en 1977, le BNPL avait prétendu que les deux tiers de l'usine seraient intégralement réservés aux combustibles Britanniques...

Remarque:

On observe un développement bizarre sur la scène du retraitement:

Après l'abandon de l'usine de Wackersdorf en RFA, les exploitants de centrales nucléaires veulent se débarrasser de leurs déchets nucléaires, et ce d'autant plus que les deux pays détenant le monopole de ce marché se livrent à une guerre des prix à la baisse au lieu de les augmenter pour couvrir les coûts réels du retraitement (coûts sociaux, suivi épidémiologique de la population autour des sites, retention améliorée des effluents radioactifs, etc...)

On a l'impression qu'il est avantageux d'être la poubelle nucléaire du monde!!

Thomas

**NOUS VOUS INVITONS CHALEUREUSEMENT A VENIR A NOTRE
REUNION DU 1er FEVRIER 1990 A L'AEPP (46 RUE DE VAUGIRARD) A 19H
UN POT SERA ORGANISE ET LES GALETTES DES ROIS SERONT
TIREES A L'ISSUE DE CETTE REUNION, NOUS EN PROFITERONS
POUR ENVISAGER ENSEMBLE UN AVENIR AVEC DES RELATIONS PLUS
ETROITES ET PLUS CONSTRUCTIVES. MERCI DE L'INTERET QUE VOUS
NOUS PORTEZ.**

Gilles.

La Seine (presque) transparente.

A l'initiative de l'Agence Financière de Bassin Seine Normandie et du délégué de Bassin de la préfecture de Région I-D-F, M. Brachet, une réunion c'est tenue le 7 décembre à l'A.F.B.J.M concernant la surveillance de la radioactivité de l'eau de Seine. C'est bien évidemment l'obscurité soulevée par le comité Stop-Nogent et reprise par les médias à propos de la ténébreuse transparence de la balise de Nandy qui a suscité cette réunion. Etaient présents, les représentants des organismes déjà cités, les producteurs d'eau (Lyonnaise des Eaux, CGE, SAGEP), EDF et le CEA. Le SCPRI pourtant invité à briller par son absence. Quant à Stop-Nogent, sa présence n'était pas souhaitée.

Le problème de Nandy et des 200 Bq/L semble avoir été réglé. Il ne s'agit pas de Becquerels mais d'unités; d'unités de quoi? Mais d'unités bien sûr... Tout simplement... C'est on ne peut plus limpide. Le personnel de la Lyonnaise des Eaux gérant la balise de Nandy se serait fait remonter les bretelles pour avoir informé Stop-Nogent et la presse de ce qui concerne au premier chef les consommateurs d'eau potable, transparence...

Enfin, dans le doute, le système sera doublé. Suite aux incidents de cet été rendus publics par le CSN, et l'intervention de J.L Vidal conseiller "vert" de Paris, la ville de Paris avait débloqué des fonds pour agrandir les locaux du laboratoire du CRECEP de l'usine d'eau potable d'Orly qui alimente pour 30% les besoins des parisiens (SAGEP). le labo devait-être équipé gracieusement pour le SCPRI qui a malencontreusement négligé de tenir ses promesses. Aussi, ces différents organismes ont donc décidé de co-financer l'achat et la gestion du matériel, à savoir, une balise de mesure en continu de la radioactivité de l'eau et en Gamma-Béta total, un spectromètre Gamma et des prélèvements d'eau pourraient être confiés à la CRIIRAD. Une copie du compte rendu de la réunion du 7 décembre devrait nous être adressée courant janvier. C'est promis ...

Le député de l'Essonne et maire de Crosne, Michel BERSON, nous écrit pour nous transmettre copie de sa question écrite au sous ministre de l'environnement. C'est en fait une copie à la virgule près de l'annexe de notre dernier courrier au premier ministre.

Le député maire d'Issy-les-Moulineaux et Président du syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) André Santini nous écrit pour accuser réception de notre dossier "que se passe-t'il à la centrale de Nogent / Seine" et de la copie de la lettre ouverte au premier Ministre.

Signalons que Jean FROIN, conseiller municipal de l'Haÿ les Roses, à qui nous avons transmis le dossier, est intervenu d'une manière remarquée et embarrassante lors de la dernière réunion du SEDIF.

Deux-Sèvres: Semis de blé contre déchets.

Les opposants au projet de stockage de déchets radioactifs de Neuvy-Bouin ont procédé le 28 octobre dernier au semis sur 2,8 hectares de blé à l'endroit du site envisagé par l'ANDRA. 1500 personnes s'étaient rassemblées pour l'occasion. Contact: GRANIT, tel: 49-63-54-02.

TCHERNOBYL :

Le gouvernement soviétique a annoncé le 10 novembre que le cap des 250 morts avait été atteint...Ce n'est qu'un début, les cancers continuent à progresser (première marche du podium, URSS médaille d'or) !! Rappelons pour information que les spécialistes (officiels) prévoient entre 4000 et 400000 morts dans les années à venir...Bonjour les dégats!!!

Malville : fin de la surgénération.

Le 27 novembre, la direction de la NERSA, société contrôlée à 51% par EDF, responsable du surgénérateur de Creys-Malville, a annoncé la diminution du nombre de barres fertiles installées dans la périphérie du cœur du réacteur. Ces barres d'uranium appauvri se transforment sous le bombardement des neutrons du cœur en plutonium qui peut après retraitement servir pour alimenter le cœur proprement dit. C'est parce qu'il est prévu pour produire plus de plutonium qu'il n'en consomme (mais en consommant de l'uranium), que l'on appelle ce réacteur surgénérateur. Avec sa nouvelle configuration, le surgénérateur ne produira plus assez de plutonium pour "surgénérer". Cette décision démontre le désintérêt des militaires français à utiliser le plutonium issu de la filière surgénératrice (car trop pauvre) pour alimenter notre force de frappe, préférants certainement se fournir dans les usines spécialisées de Marcoulle. La NERSA va avoir bien des difficultés à assumer le gouffre financier que représente l'expérience du surgénérateur de Creys-Malville, sans le soutien des militaires.

POLOGNE:

80.000 signatures contre la centrale de Zarmoviec, et demande de réinvestissement de l'argent prévu dans les économies d'énergie...

ESPAGNE:

Demande d'arrêt de la centrale nucléaire de Vandellos après une manifestation de 30 000 personnes le 17 novembre...

GRANDE-BRETAGNE: Moratoire nucléaire.

Des études publiées par les maisons d'agents de change de la City londonienne arrivent toutes à cette évidence: le prix de l'énergie nucléaire, une fois tous les paramètres pris en compte, est entre le double et le triple du pétrole ou du charbon. Le gouvernement britannique a donc pris la décision de ne pas privatiser le secteur nucléaire. Devant l'ampleur de cette révélation, il a également décidé de suspendre pour cinq ans les autorisations de construction de trois centrales et d'entreprendre des études pour redéfinir une nouvelle politique énergétique qui soit cohérente.

Le projet de Sizewell "C" est abandonné.

BIBLIOGRAPHIE:

A lire absolument et disponibles à stop-Nogent:

-L'échec des surgénérateurs, de Dominique Finon, édit. Presse universitaire de Grenoble, 327p, 128 F.

-La presque île du nucléaire Françoise Zonabend, édit. Odile Jacob

-Santé et rayonnement (Effets cancérigènes des faibles doses de rayonnement), édit. GSIEN/CRII-RAD, 2 rue F. Villon, 91400 Orsay; 195 p, 70 F.

-L'état de la planète 1989 Lester R. Brown, préface de René Dumont, édit. Economica, 390 p, 98 F

-Notre avenir à tous (la commission mondiale sur l'environnement et le développement), édit. du Fleuve (les publications du Québec)- rapport de GRO HARLEM BRUNDTLAND-, 435 p, 130 F.

-L'énergie dans l'économie Pierre Radanne/Louis Puisseux, édit. Syros Alternatives, 176p, 59 F

-Actes du Colloque NUCLEAIRE-SANTE-SECURITE de Montauban, 21_22_23 janvier 1988, 130F.

-L'effet Petkau Ralph Graeb, édit. d'en bas, 138p, 80F.

Sucy en Brie

Le groupe de Sucy-écologie a organisé une soirée débat le mardi 9 janvier au soir. Plusieurs films prêtés par Stop-Nogent, EDF et le CEA ont été projetés; le tout suivi d'un débat animé par Stop-Nogent avec un ingénieur du CEA comme contradicteur. EDF s'est retirée diplomatiquement de ce débat. la centrale de Nogent sera visitée le samedi 18 janvier par une vingtaine de personnes de Sucy-écologie et de Stop-Nogent.

Le débat parlementaire sur l'énergie.

L'idée était originale d'organiser un débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale, mais il aurait fallu pour le moins un peu plus de conviction et d'objectivité. Le dernier débat du genre sur ce sujet d'une importance considérable, avait été promis par l'opposition de "gauche" au début de la décennie, et enterré par le constitutionnel "49-3" du camarade premier Ministre Mauroy en octobre 81. Mais pouvait-t-on débattre démocratiquement du problème du nucléaire dans une constitution type 5ème République, alors que toutes les décisions dans ce domaine avaient été prises dans le plus grand secret de la Nucléocratie, et des intérêts politiques, militaires, industriels et financiers associés, pour "l'avenir de la France" contre les intérêts de la population.

Aussi, le mouvement antinucléaire de ce pays ne s'attendait-t-il pas à une qualité élevée de ce débat, qui tenait plus de la poudre aux yeux qu'à une réelle recherche de transparence et de bon sens. Au moins, n'avons nous pas été déçus. Nos députés n'y ont d'ailleurs investis que peu de temps et d'énergie; une quinzaine étaient présents lors des auditions, et une vingtaine seulement le 12 décembre dans l'hémicycle. Certains d'entre eux ne se sont pas privés de critiquer ce travail parlementaire inutile, puisque le gouvernement avait précédemment pris les décisions d'orientation sans les consulter.

En fait, nos Représentants du Peuple, dans leurs vociférations, se sont bien gardés d'aller à l'encontre du programme énergétique établi, les quatre formations politique présentes au Palais Bourbon étant toutes favorables au nucléaire, le contraire relèverait de l'illogisme pur.

La proie facile était, dans le respect de toute attente, et à l'unanimité, la pollution atmosphérique et l'effet de serre. Seule note discordante en clôture de débat, l'avis singulier et pour une fois objectif de notre sous-ministre écologiste, acteur de talent et brillant orateur, qui, par une éclatante démonstration arithmétique du premier degré, prouvait que le nucléaire ne représente qu'une part infime de l'énergie mondiale, et que même si l'on doublait la capacité de production au niveau de la planète, cela ne ferait pas baisser de façon sensible l'effet de serre dû au gaz carbonique des combustibles fossiles. En bref, deux fois rien c'est toujours rien. (On peut consulter sur le sujet la brochure d'Yves Boullis distribuée par les "Verts") (Par ailleurs, les résultats des récentes recherches tendent à démontrer que l'effet de serre dû au CO2 serait proche du seuil de saturation, et donc suscep-

tible de ne plus augmenter.)

L'heure était donc venue de faire comprendre au bon peuple, que le nucléaire est une "énergie propre" et qu'il est préférable "d'oublier Tchernobyl".

Certes, l'on y a parlé aussi de maîtrise de l'énergie, et même affirmé que "l'énergie la moins polluante est énergie qui n'est pas consommée". L'on a osé critiquer, presque unanimement, le chauffage électrique et la propagande d'EDF pour la climatisation. L'on s'inquiétait aussi de l'actuelle abondance des combustibles fossiles qui induit une tendance à la baisse des prix pour les usagers et une augmentation de la consommation. L'on souhaitait que la CEE ne réduise pas trop les taxes sur les carburants pour mieux économiser l'énergie. L'on regrettait le temps aujourd'hui dévolu de l'énergie chère qui responsabilisait les consommateurs. Et puis l'on a jeté des fleurs au rapport Brana; la mission d'information parlementaire allant jusqu'à faire sien le dit document. Il fut même recommandé "d'éviter que l'aisance actuelle en matière de production d'électricité ne conduise à développer des consommations mal maîtrisées pour des utilisations dont efficacité énergétique ou l'opportunité sont contestées". Mais l'on a préconisé aussi le développement du véhicule électrique qui fonctionnerait grâce à l'énergie des centrales nucléaires. L'A.F.M.E. devrait quant-à elle être renforcée financièrement et régionalement, et devrait travailler de concert avec les agences pour la qualité de l'air et la récupération des déchets. (Là, nous pouvons distribuer un bon point ; mais augmenter de 17 % un budget de rien, c'est toujours rien.)

Si l'avenir énergétique était le thème majeur de ce débat, l'on s'est surtout préoccupé de l'avenir de la filière nucléaire; car "il est indispensable de permettre à l'industrie nucléaire de traverser sans encombre ce que d'aucuns appellent une période de vaches maigres de 10 voire 15 ans". Evidemment, le programme français était trop rapide, et l'on est passé de 7 à 8 commandes de réacteurs l'an à un tout les 4 ans. Notre parc national est-t-il suréquipé de 7 réacteurs à 10.000.000.000 de francs l'unité ? Et bien non; en fait c'est une "avance", pour être précis. (??)

Le problème présent, c'est l'avenir du constructeur Framatome, qui doit diversifier sa production de moitié de son chiffre d'affaire d'ici 1994, les besoins en renouvellement du parc n'interviendront qu'en l'an 2005. Mais d'ici là, l'alliance avec l'allemand Siemens permet-

tra de mettre sur le marché le réacteur de l'avenir européen, face aux américains et aux japonais.

A quel rythme faudra-t-il mettre en oeuvre le renouvellement du parc existant? avec quel financement ? le problème des charges financières à 18 % des recettes ? la dette à 1,6 fois le chiffre d'affaire annuel ? les réacteurs seront-t-ils exportables, plus sûrs ? Voilà les questions sérieuses que se sont posés nos députés, mais de remise en cause du nucléaire, point. Sauf d'envisager de procéder à une évaluation économique de cette filière. Quand ? avec quels chiffres ? avec quels experts ? avec la participation du public et des associations? Là, c'est le flou politique le plus total.

On a parlé vaguement de diversification énergétique, de co-génération nucléaire ou thermique-fioul-gaz, de chaleur récupérée par l'incinération des déchets ménagés (en ou oubliant les pollutions liées et la filière de méthanisation), et d'encourager l'EDF à "réviser sa position" sur la co-génération "et adopter une attitude plus ouverte vis-à-vis d'une technique qui a fait ses preuves tant en France qu'à l'étranger".

Quant-àux énergies renouvelables, leurs perspectives ne sont pas "microbolantes, mais pas négligeables". Aussi, nos députés conseillent-t-ils un fond de soutien pour promouvoir et développer leurs technologies.

Quatre députés de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques nous ont fait leur rapport établis à la demande de la commission de la production et des échanges, l'un, peu convainquant sur la gazéification du charbon "in situ", un autre idem sur les centrales thermiques propres, un troisième sur les réacteurs à sûreté passive renforcée qui concluait que les réacteurs intrinsèquement sûrs ne peuvent exister, un quatrième sur les réacteurs calogènes concluait qu'il serait difficile de faire accepter par les populations ce genre d'usine au bord des villes pour alimenter les réseaux de chaleur.

"Assurer la fermeture du cycle de combustible", intéressait davantage ses messieurs. La France s'étant auto-déclarée leader mondial du retraitement des déchets nucléaires, la solution est donc proclamée acceptable. En fait, pour tout vous dire, c'est un "non gaspillage de l'uranium" et "une gestion sûre des déchets à long terme". D'ailleurs, les expériences de Hanford aux USA et de Sellafield en Grande-Bretagne sont des réussites

totales. Il ne viendrait pas à l'idée de nos députés de s'interroger sur les quantités énormes radioactivité rejetée par ces deux sites, et encore moins par celui de la Hague, ni de comprendre l'actuel choix de non retraitement de pays comme la Suède ou les USA. Aucune information sur la contenance néfaste en uranium 236 et isotopes paires neutrophages du plutonium dans le combustible de récupération.

D'après les chiffres figurants en annexe du rapport d'information n° 1055 de l'assemblée nationale, présenté par Huguette Bouchardeau en annexe au procès verbal de la séance du 5 décembre dernier, il semblerait que le coût du combustible de retraitement soit sensiblement identique au prix du combustible neuf, soit 6 centimes par kilowatt-heure. Mais si l'on prend le prix du retraitement à 7.000 francs le kilogramme annoncé par le directeur adjoint d'EDF, Rémy Carle, dans un interview de l'Express en 89, et que l'on refait les comptes, on découvre que le simple coût d'extraction du plutonium interviendrait pour 30 centimes dans le prix du Kwh ainsi produit. Curieuse sous évaluation du coût du retraitement que nos députés ne peuvent ignorer, car le problème fut abordé lors des auditions préliminaires au débat par la commission de la production et des échanges.

Et que faire du plutonium extrait si l'on ne continue pas la filière surrégénératrice. Curieusement, l'avenir de la dite filière ne fut pas abordé, sauf par quelques députés UDF qui y sont opposés. Pour le plutonium, on fera du Mox avec, car cela coûtera moins cher que de le stocker. (??)

Actuellement, Belgonucléaire et COGEMA fabriquent le Mox à Dussel en Belgique; mais une nouvelle unité devrait s'ouvrir en 94 à Marcoule, financée à hauteur de 1.400.000.000 F par Framatome, Peichiney et les deux entreprises ci dessus citées. Elle produira 100 Tonnes/an.

Si les populations n'acceptent pas cette filière, c'est à cause "du spectre de la bombe", aussi est-il nécessaire d'engager "une politique d'explication".(Il prennent vraiment les gens pour des idiots).

Quand au risques de détournement de plutonium, il est jugé faible, car de "faible valeur militaire, mais quand même".(??)

La production nationale cumulée des dangereux déchets sera de 1.000.000 de m3 en l'an 2.000, pour ceux à vie courte, et ne seront plus radioactifs dans 300 ans. (ça fait rire les physiciens une pareille bêtise). Le site

de stockage Andra Hague de 400.000 m3 étant presque saturé, le site de Soulaire prévu pour 1.000.000 m3, et 30 ans de retraitement, ouvrira en 1991.

Les déchets à vie longue de faible ou moyenne activité de type "B" (actinides et transnucléides) seront stockés en profondeur dans l'un des quatre sites à l'étude dont le laboratoire expérimental devrait ouvrir en 95.

Les déchets de type "C" (produits de fission), sont stockés après vitrification, dans des puits en béton ventilés, car ils possèdent des dégagements thermiques importants; puis ils seront stockés après refroidissement avec ceux du type "B".(3.000 m3 en l'an 2.000)

Dans ce débat, nos députés semblent ignorer superbement que tout le plutonium n'est pas extrait, et qu'une partie de ce dangereux métal se retrouve stocké là où il ne devrait pas être.

"Assurer une plus grande transparence et un meilleur contrôle démocratique de la politique nucléaire". (rapport 1055 page 52)

Mais "l'énorme effort industriel que représente le développement de l'énergie nucléaire a eu un impact très positif sur notre économie". Nos députés ignorent donc que la recherche et les investissements considérables consentis dans ce secteur l'on été au détriment de bien d'autres, que les emprunt extérieurs d'EDF sont actuellement de 89.000.000.000 F.

"Il est, par conséquent, essentiel qu'une relation de confiance s'instaure entre l'opinion publique et notre industrie nucléaire. Cette confiance est justifiée par la sécurité qui la caractérise. . . ." "S'il convient naturellement de reconnaître que le risque zéro n'existe pas, il faut souligner que ce dossier est bon." (Alors le reste, ça ne doit pas être triste)

L' on est surpris que le public ne veuille pas comprendre que le ministère de l'industrie, la DGI, la DGEMP, EDF, le CEA, l'IPSN et le SCSIN, ce n'est pas la même chose. *"Il faut reconnaître que presque tout est fait pour nourrir le soupçon. . . ." "Plus généralement, l'opinion a tendance à considérer comme un ensemble unifié et solidaire, parfois baptisé lobby nucléaire, les entreprises et établissements concernés par le nucléaire. . . ." "Cette situation n'est pas satisfaisante et pourrait s'avérer redoutable à la moindre difficulté rencontrée dans le fonctionnement du nucléaire" "Alors que la France espère que marché unique rimera avec exportation accrue d'électricité pour EDF, l'image de l'industrie nucléaire française doit devenir un souci prioritaire de notre pays" "Il importe en premier lieu, de jouer la carte de la transparence;" ". . . dans*

la mesure ou l'AIEA n'est pas forcément la meilleure caution aux yeux des opposants . . . la contre-expertise réalisée à Fessenheim . . . constitue une expérience plus prometteuse". Et de nous sortir un couplet sur l'indépendance du SCSIN et de l'IPSN, et un autre couplet sur une haute autorité du nucléaire, sans préciser qui contrôlera quoi, et qui nommera qui.

Sur la radio-protection, nos députés s'attendent très peu; mais il est critiqué "l'image désastreuse que c'est acquis le SCPRI", sans un mot sur le résultat ridicule d'insuffisance de la transparence à la Rocard ou le lourd silence sur le cobalt 58 par exemple. Le travail de la CRIIRad est reconnu, et une commission a été créée pour agréer les laboratoires indépendants, mais ils ont omis de préciser que le sinistre professeur Pellerin dispose de fait de tout les pouvoirs pour accorder ou retirer l'agrément.

Pour donner l'illusion de transparence et de démocratie l'assemblée nationale s'offre le luxe d'auditionner une demi douzaine d'écologistes et d'antinucléaires. Mais bien évidemment, aucune des critiques ou suggestions émises n'ont été retenues. Et puis ce n'était qu'un débat, à la fin duquel n'intervenait aucune prise de décision, le gouvernement est là pour y pourvoir.

Mais quelles sont les orientations prises par le gouvernement ?

La réponse se trouve dans la note de synthèse du très confidentiel Groupe d'Etude et de Mobilisation Energie, sorte d'organisme conseil de nos représentants à Bruxelles. Il est question, ni plus, ni moins, de profiter de la présidence de la France à la CEE, pour favoriser les exportations d'électricité d'EDF, (à perte évidemment - 13% de la production en 88, soit 9 réacteurs, au prix de 14,8 centimes/Kwh alors que son coût est de 25,3 cts); d'écarter l'europanisation de la sûreté nucléaire et de la radio-protection, au profit d'une alliance ne comprenant que les pays nucléarisés, le tout emballé dans un vague discours sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables, pour ne pas paraître plaider uniquement le dossier du nucléaire français auprès des partenaires européens.

Débat bidon ? OUI . . .
Transparence ? NON.

Mais, cette fois c'était bien emballé !!!

Claude.